

Tunisie : nouvelle offensive en faveur du blanchiment des corrompus de l'ère Ben Ali

mardi 26 juillet 2016, par [Divers](#) (Date de rédaction antérieure : 23 juillet 2016).

Sommaire

- [28 avril 2016 : Loi sur « \(...\)](#)
- [2 mai 2016 : Ce que cache \(...\)](#)
- [10 mai 2016 : Réconciliation](#)
- [30 Juin 2016 : Loi sur la \(...\)](#)
- [2 juillet 2016 : Donner un \(...\)](#)
- [2 juillet 2016 : Rejet de \(...\)](#)
- [4 juillet 2016 : Le débat \(...\)](#)
- [23 juillet 2016 : Le groupe](#)

28 avril 2016 : Loi sur « la réconciliation économique » : Les lobbys de la contre-révolution sur le pied de guerre

<http://nawaat.org/portail/2016/04/28/loi-sur-la-reconciliation-economique-les-lobbys-de-la-contre-revolution-sur-le-pied-de-guerre/>

Sur les 19 points relevés par la commission de Venise concernant la non constitutionnalité du projet de loi, BCE et son équipe n'ont retenu que deux points : la composition de la commission et la transparence de ses travaux. Les deux versions du projet, malgré leurs différences apparentes, concourent tous deux à saper le processus de justice transitionnelle.

En programmant l'examen du projet entre les vacances de l'Aïd et celles d'été, le pouvoir parie visiblement sur la démobilisation citoyenne. Mais l'opposition au projet présidentiel ne faiblit pas. Après la campagne Wanted de Manish Msamah, c'est au tour de Al Bawsala, I Watch, l'Observatoire Tunisien de l'Economie et Human Rights Watch de se mobiliser.

2 mai 2016 : Ce que cache le nouveau crédo de la réconciliation nationale que tente de promouvoir Ennahdha

<http://www.tunisienumerique.com/ce-que-cache-le-nouveau-credo-de-la-reconciliation-nationale-que-tente-de-promouvoir-ennahdha/291629>

La dernière rencontre du chef du Mouvement Ennahdha, Rached Ghannouchi avec d'anciens responsables de l'ex-RCD au pouvoir en 2011 notamment Kamel Morjane ex-ministre des Affaires étrangères de Ben Ali et Mohamed Ghariani dernier secrétaire général du RCD dissous, dévoile non pas une nouvelle mutation du parti islamiste mais une stratégie de charme pour s'attirer davantage la sympathie des Tunisiens.

Tout une symbolique

Même si les motifs de ces visites sont d'ordres formelles et de courtoisies après l'accident de circulation dont le Cheikh est sorti miraculeusement indemne, la symbolique elle est d'une toute autre portée.

Le RCD a toujours été l'ennemi à abattre pour les nahdhaouis, l'incarnation même du Mal et le bourreau qui a jeté en prison les leaders du parti et les a contraints à l'exil.

Plus rien n'est surprenant émanant du Mouvement islamique Ennahdha qui a, au fil des cinq dernière années, opéré une mue spectaculaire se reniant à maintes reprises.

Virage à 180 degrés

Depuis les dernières élections qui ont constitué une claque cinglante, Ennahdha a pris un virage à 180 degrés. On l'a vu se départir de son étiquette de parti islamiste pour opter pour un parti civil se démarquant des Frères musulmans et s'orientant résolument vers la modernité.

Ces efforts s'ils ont pu soigner l'image du parti n'ont pas convaincu la majorité des Tunisiens qui sont restés sceptiques à l'égard du Mouvement.

En acceptant de rencontrer d'anciens responsables du RCD, Ennahdha a voulu envoyer des signaux positifs que certains milieux ont salué comme étant une audace du Cheikh et sa capacité à s'adapter aux circonstances.

Champion de la réconciliation

Des lieutenants de Ghannouchi s'en sont saisi de l'affaire en la présentant comme une nouvelle politique de réconciliation nationale et un choix délibéré pour unir les Tunisiens, adoptée par le parti. C'est ainsi que dans les derniers plateaux de télévisions, des leaders tel que Abdedlftah Mourou ont présenté Ghannouchi comme le champion de la réconciliation nationale et le leader politique qui a le plus œuvré pour réaliser cette réconciliation tant espérée par les Tunisiens.

D'autres leaders ont rappelé le choix du parti de ne pas soutenir le CPR de Moncef Marzouki lors de l'expérience de la Troïka, en refusant la promulgation de la loi d'immunisation de la révolution qui excluait et bannissait tous les anciens responsables du régime de Ben Ali.

Une orientation du Conseil de la Choura

Cette image de parti soucieux de la réconciliation nationale a été reflétée aussi dans la dernière réunion du Conseil de la Choura tenue du 30 avril au 1^{er} mai, soulignant dans son communiqué finale l'importance de la réconciliation nationale.

Les membres de cette instance principale du parti où les orientations y sont élaborées, ont réitéré dans leur résolution, la dimension capitale « de la réconciliation globale notamment en cette phase que traverse le pays, appelant le bureau exécutif à formuler le contenu de l'initiative du président du Mouvement avec nos différents partenaires dans le pays en termes de partis politiques, instances constitutionnelles, organisations professionnelles et de la société civile ».

Pour le Mouvement Ennahdha, il s'agit « de panser les plaies du passé et le dédommagement des ayants droits tout comme il recommande de soutenir le processus de la justice transitionnelle et l'activation de l'amnistie générale ».

Les Tunisiens toujours sceptiques

Toutefois ce que qu'on peut rappeler au Mouvement Ennahdha notamment au cheikh Rached Ghannouchi est qu'ils ont œuvré durant le passage du parti au pouvoir à semer la zizanie et la dissension entre les Tunisiens les dressant les uns contre les autres et les classant en musulmans pratiquant et d'autres pas.

Les tunisiens leur reproches de les avoirs tirés en arrière remettant sur la table des débats sur des questions qu'ils ont tranché à jamais à travers le choix du mode de la société ouverte et tournée vers la modernité considérant la femme comme un acteur égal à l'homme dans le développement du pays.

Les nahdhaouis pourront continuer leur nouvelle politique de relations publiques en faisant la promotion d'une nouvelle image mais les Tunisiens demeureront encore longtemps sceptiques sur

la sincérité de cette nouvelle orientation.

10 mai 2016 : Réconciliation nationale : Par qui et pour qui ?

<http://www.letemps.com.tn/article/97092/par-qui-et-pour-qui%C2%A0>

La réconciliation, un terme tabou, il y a à peine quelques semaines, est devenue une idée qui ne choque personne. Elle est même acceptée par toutes les composantes politiques et sociales. Mais chaque partie selon sa vision, sa conception et ses intérêts.

Trois parties principales se trouvent derrière le forcing pour la réalisation de la réconciliation nationale.

* Tout d'abord, on citera la présidence de la République avec son projet de réconciliation économique et financière, destinée à faire réintégrer les hommes d'affaires dans la dynamique nationale aussi bien économique que sociale.

On se rappelle qu'un tollé général a été soulevé lorsque cette initiative a été lancée par Béji Caïd Essebsi en personne aussi bien chez le parti du Front populaire, les inévitables Attayyar de Mohamed Abbou, Al Harak de Moncef Marzouki, l'UGTT et autres associations et organismes qualifiant ledit projet d'acte contre-révolutionnaire.

Et malgré la campagne menée par le staff de conseillers et de communication de la présidence de la République, l'initiative a fini par être retirée de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) après un arbitrage exigé par l'Instance Vérité et Dignité (IVD) auprès de l'Instance de Venise qui avait dit : « oui, mais... ».

* Ensuite, il y a eu cette fracassante déclaration de Rached Ghannouchi à l'issue d'un entretien avec le président de la République annonçant avoir évoqué la mise en place d'une « réconciliation nationale globale » comprenant toutes les catégories qu'il a subdivisées en deux.

- Celles devant régulariser leur situation en s'acquittant de droits à payer à l'Etat avant de fermer leurs dossiers

- celles bénéficiaires d'amnistie générale qui doivent recevoir les indemnisations qui leurs sont dues. Or, concernant ce volet, il est bon de souligner qu'un bon nombre de ces amnistiés ont déjà reçu des compensations en plus de leurs recrutements dans la Fonction publique. Combien il en reste de personnes à indemniser ? Qui décide du montant à indemniser et selon quels critères ? Et surtout, s'agit-il d'un droit acquis ou à discuter ? Et si c'est un droit, qui l'avait décidé ? Car, à notre connaissance, il n'y a jamais eu de projet de loi dans ce sens, sachant que les montants les plus fantaisistes sont avancés quant aux sommes, déjà versées à ces personnes du temps de la Troïka, et qui appartiennent, toutes ou presque, aux courants islamistes.

* En troisième lieu, c'est l'entrée en ligne de l'Instance Vérité et Dignité qui, au moment où personne ne s'y attendait, a surpris tout le monde avec la conciliation et l'accord signé avec un des barons et symboles de l'ancien régime et membre principal de la famille de l'ancien président, Slim Chiboub qui a, même, passé près de 14 mois en prison.

Pourquoi ce geste de l'IVD avec M. Chiboub, alors que pendant près d'un an et demi, la même Instance n'a fait qu'entasser les dossiers sans en achever aucun. Alors qu'en même temps, elle a multiplié, notamment sa présidente, Sihem Ben Sedrine, à cause des démissions multiples et les clivages avec son vice-président, Zouheir Makhoulf.

Or, selon les observateurs avertis, ce dossier semble avoir été traité rapidement et à la hâte, à un point tel qu'on n'en sait rien sur les détails du contenu de l'accord : combien le concerné a-t-il payé pour clore son affaire ? Comment les évaluations ont-elles été faites et par qui ? Quelles sommes faisaient l'objet de soupçon de corruption.

Car, jusqu'à présent, avec la manière dont l'affaire a été conclue et l'absence de toutes données concrètes et chiffrées, on a l'impression qu'un accord secret a été établi. L'essentiel étant sa médiatisation à outrance dans le but d'en faire une symbolique et un exemple de la réussite et de l'efficacité de l'approche prônée par l'Instance en question.

Morale de l'histoire, on a l'impression qu'on se dirige vers des arrangements à la pelle entre les différents mécanismes qui arrangeront les personnes et les parties impliquées dans d'éventuelles affaires de corruption. Mais l'opinion publique saura t-elle tout sur ce qui reviendra à l'Etat, donc au contribuable, et sur ce que paiera l'Etat ?

Or, s'il n'y a pas de transparence dans le traitement des affaires ayant trait à la corruption, on sera tenté de dire que la Révolution n'aura finalement servi qu'à l'émergence de paroles. De simples paroles. Rien que des paroles...

Noureddine HLAOUI

30 Juin 2016 : Loi sur la réconciliation économique et financière : cacophonie à l'ARP

par Henda Chennaoui

<http://nawaat.org/portail/2016/06/30/loi-sur-la-reconciliation-economique-et-financiere-cacophonie-a-larp/>

Mercredi 29 juin 2016, la Commission de législation générale de l'ARP devait examiner du projet de loi sur la réconciliation économique nationale. Surpris, les députés ainsi que les médias ont découvert, hier, que la présidence de la République, maintient sa première proposition de projet de loi déposé le 14 juillet 2015 et qui a soulevé une grande polémique au sein du parlement et l'opposition ferme de la société civile appuyée par le rapport de la Commission de Venise.

Tendu, Mohamed Ennaceur, président de l'ARP, assiste à la première séance d'examen du projet de loi qui « vise à encourager les investisseurs » et à sauver l'économie nationale. « Je salue le courage de la commission de législation générale qui a pris la décision d'accélérer son examen » déclare Ennaceur devant les membres de la commission et un parterre de journalistes et d'observateurs de la société civile. Préparé en catimini par Fathi Abdennadher, le juriste à tout faire de Ben Ali, le projet de loi a soulevé a été vivement dénoncé pour ses lacunes juridiques, ses manquements à la Constitution et aux principes de la justice transitionnelle. Après un mois de mobilisation citoyenne en septembre 2015 et un avis défavorable de la commission de Venise en octobre, le pouvoir recule mais présente une version light dans la loi de finances 2016, rejetée par l'Instance provisoire de la constitutionnalité des lois, le 23 décembre 2015.

Face au maintien de la pression contre « la réconciliation nationale », le projet de loi disparaît de l'agenda de l'ARP durant des mois. Entre temps, les partisans du projet de loi ont continué leur lobbying. Vers la fin du mois de mai, une nouvelle version commence à circuler officieusement chez les députés. Selon l'association I watch, qui a leaké le document, le conseiller du Président de la République, Noureddine Ben Ticha, serait le coordinateur de cette nouvelle initiative.

Pour Samia Abbou, députée de l'opposition à l'ARP, cette cacophonie n'est que « la continuité d'une énième manipulation orchestrée par Béji Caid Essebsi. Mais les deux versions du projet sont loin de respecter la justice transitionnelle. D'ailleurs le choix de passer la loi durant l'été, juste avant les vacances parlementaires, montre une volonté d'écarter l'opinion publique du débat »

Le 25 juin, Mohamed Ennaceur s'engage personnellement. Après la réunion des présidents des blocs parlementaires, il déclare que l'ARP doit se prononcer sur la loi sur la réconciliation nationale, le code d'investissement et le code des avantages fiscaux avant les vacances parlementaires afin de

« booster l'économie nationale ».

Entre manœuvres politiques, retards et pressions de l'exécutif, la cacophonie s'installe à l'hémicycle. Hier, juste après le discours de président de l'ARP, Ahmed Seddik, à la tête du bloc parlementaire Front Populaire, a relevé que, selon le règlement intérieur, le projet de loi sur la réconciliation économique et financière devait être examiné par la commission des droits et des libertés puisqu'il concernait la justice transitionnelle. La commission de législation générale a décidé illico de se décharger du dossier et de le faire savoir au bureau de la présidence de l'ARP.

Deux projets de loi pour un seul but

De la cuisine interne de la présidence, on apprend que la deuxième version du projet de loi coordonnée par Nouredine Ben Ticha est le résultat d'une consultation entre les grands partis politiques. Les principales différences avec l'ancien, concernent la composition de la commission qui traitera le dossier ainsi que la publication des rapports finaux.

Dans la deuxième version, l'article 2 inclut dans la composition de la commission de la réconciliation économique trois juges, un avocat de la Cour de cassation et un expert comptable de la Cour des comptes, chacun mandaté par leurs institutions.

L'article 17 oblige la commission de réconciliation économique à publier un rapport final de ses PV de réconciliation. Cependant, ces rapports ne donnent pas accès aux faits et par conséquent ne répondent pas au besoin essentiel de rétablissement de la vérité, un des piliers de la justice transitionnelle.

La deuxième version du projet de loi continue à considérer, comme celle de 2015, qu'une période de 6 mois est suffisante pour traiter les dossiers de corruptions. Un délai qui semble très court au regard du nombre élevé des fonctionnaires et assimilés suspectés de corruption. De leur côté, les opposants continuent de considérer que cette disposition n'est qu'une manœuvre visant à protéger les corrompus de l'administration.

En avançant l'argument de la compétence et le facteur du temps, les défenseurs du projet de loi pointent l'incapacité de l'IVD à gérer tous les dossiers de la justice transitionnelle. Cependant, la commission qu'ils veulent créer ne dispose pas d'une indépendance juridique et financière suffisante comme celle de l'IVD.

Sur les 19 points relevés par la commission de Venise concernant la non constitutionnalité du projet de loi, BCE et son équipe n'ont retenu que deux points : la composition de la commission et la transparence de ses travaux. Les deux versions du projet, malgré leurs différences apparentes, concourent tous deux à saper le processus de justice transitionnelle.

En programmant l'examen du projet entre les vacances de l'Aïd et celles d'été, le pouvoir parie visiblement sur la démobilisation citoyenne. Mais l'opposition au projet présidentiel ne faiblit pas. Après la campagne Wanted de Manish Msamah, c'est au tour de Al Bawsala, I Watch, l'Observatoire Tunisien de l'Economie et Human Rights Watch de se mobiliser.

2 juillet 2016 : Donner un blanc-seing à la corruption et aux malversations financières, une priorité pour la transition démocratique ?

<http://lapresse.tn/02072016/116800/donner-un-blanc-seing-a-la-corruption-et-aux-malversations-financieres-une-priorite-pour-la-transition-democratique%C2%A0.html>

Un an après l'initiative présidentielle proposant le projet de loi relatif à la réconciliation économique, et malgré la forte opposition suscitée par la société civile et l'opinion publique, le projet de loi vient d'être inscrit en priorité à la Commission de la législation générale au sein de l'Assemblée des représentants du peuple. Il est donc permis de s'interroger sur les priorités nationales en matière de réformes institutionnelles nécessaires à la transition vers la démocratie et

l'Etat de droit.

Principale cause des inégalités et de l'injustice sociale, la corruption a aussi été l'un des phénomènes marquants du régime dictatorial déchu par la révolution. Pour cette raison, la lutte contre la corruption en Tunisie revêt une importance majeure : traiter le passé pour s'acheminer vers l'Etat de droit et la démocratie, en apportant une réponse aux demandes de justice et de reddition des comptes pour ceux qui ont contribué à promouvoir et à maintenir un système d'accaparement des richesses par un groupe restreint de privilégiés aux dépens de tout un pays. Pourtant, la loi dite de « réconciliation nationale » n'a rien à voir avec les fondements essentiels de la justice transitionnelle, principal outil de la transition démocratique en Tunisie. Au contraire, le projet de loi entre ouvertement en conflit avec la loi organique n°2013-53 du 24 décembre 2013 visant la réforme des institutions afin de « démanteler le système de corruption, de répression et de dictature, et à y remédier de manière à garantir que les violations ne se reproduisent plus, que soient respectés les droits de l'Homme et que soit consacré l'Etat de droit ».

De ce fait, elle pourrait poser de graves questions d'inconstitutionnalité. En effet, ce projet de loi dite de « réconciliation nationale », discuté ces jours-ci à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), avait déjà été soumis l'an dernier par la présidence de l'Instance vérité et dignité (IVD) à la Commission de Venise — organe consultatif du Conseil de l'Europe sur les questions constitutionnelles et dont la Tunisie est membre — qui avait alors émis un avis intérimaire n°818/2015, en date du 23-24 octobre 2015, exposant l'inconstitutionnalité du projet, car celui-ci prévoyait la création d'un mécanisme démunie de garanties d'indépendance, qui risque de provoquer des conflits de compétences insurmontables avec l'IVD et qui n'offre pas les garanties suffisantes pour atteindre les objectifs de la justice transitionnelle énoncés dans l'article 148-9 et précisés dans la loi organique n°53, et notamment l'établissement de la vérité et la réforme des institutions.

Que prévoit le projet de loi dite de « réconciliation nationale » ?

Le projet de loi déposé le 14 juillet 2015 par le président de la République auprès du secrétariat de l'ARP prévoit l'amnistie des fonctionnaires qui ont été poursuivis ou jugés pour corruption financière et détournement d'argent public ainsi de que tous ceux qui ont tiré profit de ces actes. Plus précisément, ceux-ci pourront se contenter de déclarer les avantages acquis et ainsi obtenir l'arrêt de toute action publique contre eux par décision de la Commission ad hoc que la loi prévoit.

Le projet de loi octroie en outre l'amnistie aux personnes qui ont commis des infractions de change, lesquelles bénéficieront d'exonérations diverses relatives notamment aux infractions fiscales concernant l'absence de déclaration de revenus de source tunisienne et l'absence de rapatriement des revenus et gains perçus à l'étranger.

Les bénéficiaires de cette loi échapperont donc ainsi aux devoirs de redevabilité et d'obligation de rendre compte. D'un côté, le projet de loi n'octroie aucun pouvoir d'enquête à la Commission ad hoc, qui se réduit à un organe purement administratif et étroitement rattaché au pouvoir exécutif. De l'autre, il retire toute compétence à l'IVD pour examiner les dossiers relatifs à la corruption financière et au détournement de fonds publics. Par ailleurs, le projet pourrait créer un conflit avec les conclusions et les mesures prises par la Commission des biens confisqués et celles de la Commission d'investigation sur les affaires de corruption et de malversation, créées en 2011.

Rappelons en effet que celles-ci, suite à leurs enquêtes et instructions, avaient établi des listes de prévenus et avaient fait procéder à la confiscation des biens mal acquis que le projet de loi actuel, s'il entre en vigueur, risque de mettre à mal. De ce fait, ce projet de loi constitue une rupture totale avec les lois et instances mises en place depuis la révolution. Il signe également le retour et le pardon des personnes dont les agissements ont provoqué ce grand mouvement de changement social et politique déclenché en 2011.

Qu'apporte ce projet à la Tunisie et à sa transition démocratique ?

Le principal argument avancé par le gouvernement est le suivant : le retour des « hommes d'affaires », l'amnistie des fonctionnaires corrompus et la restitution des biens mal acquis

favoriseraient les investissements en Tunisie et le redressement économique du pays. Hélas, ces annonces n'ont aucun fondement ni aucune justification, quel que soit l'angle sous lequel on les aborde.

Tout d'abord, le rapatriement des biens et le redressement économique ne justifient pas la mise en place d'une impunité des fonctionnaires de l'Etat qui ont eux-mêmes contribué à leur fuite.

D'un point de vue économique, le projet de loi ne créerait in fine qu'une importante distorsion de concurrence entre des acteurs économiques qui, constitutionnellement, sont censés être placés sur un pied d'égalité dans le cadre d'une économie saine, créatrice de richesse et de croissance. La mise en œuvre d'un tel projet donnerait donc un avantage aux hommes d'affaires ayant profité du système de corruption pour s'enrichir, face à ceux qui disposent de ressources acquises de façon légale.

Preuve de l'absence totale de toute justification du projet de loi, aucune estimation du montant des fonds provenant de la mise en œuvre de cette loi n'a été communiquée, et aucune analyse sur les possibles investissements que cette loi pourrait engendrer n'a été présentée. Et pour cause, le gouvernement a omis de préciser qu'une telle évaluation est en réalité impossible puisque les personnes concernées ne seront pas contraintes de déclarer les profits provenant de la corruption financière ou du détournement d'argent public.

Mais, au-delà d'un manque certain de sérieux et de discernement, le risque majeur de faire de ce projet de loi une priorité nationale en période de crise économique et sociale profonde est celui de lancer un message de désespoir aux citoyens.

Ce projet de loi présente un paradoxe invraisemblable : pour lutter contre les inégalités et l'injustice sociale, le gouvernement se penche vers ceux qui les ont provoqués pour y remédier. Ce projet de loi cristallise, en effet, la volonté de renouer avec les mauvaises pratiques d'un passé que les Tunisiens pensaient révolu depuis janvier 2011. Il témoigne aussi d'une détermination à vouloir ignorer les acquis constitutionnels obtenus après la révolution alors que, plus que jamais, la Tunisie a besoin de grandes et courageuses réformes institutionnelles en vue de démanteler un système de corruption, de répression et de dictature enraciné au sein même de l'Etat durant des décennies.

Alors même que plus de 65.000 victimes, ainsi que des organisations de la société civile ayant lutté contre le régime, ont manifesté leur désir de justice, de vérité et de rupture en déposant leur dossier devant l'IVD, le vote d'un tel projet de loi porterait atteinte au processus de justice transitionnelle et par conséquent à tous les Tunisiens et Tunisiennes qui, en janvier 2011, ont exigé un changement radical qui a provoqué une admiration internationale. En leur nom, les Représentants du peuple se doivent d'honorer leur mandat en refusant d'adopter ce projet de loi et de faire preuve d'une réelle volonté de lutter contre l'impunité et de renforcer l'Etat de droit.

Signataires :

Abderrahmane Hedhili, président du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (Ftdes)

Ons Ben Abdelkarim, présidente d'Al Bawsala

Radhia Nasraoui, présidente de l'Organisation contre la torture en Tunisie (Ocut)

Neji Bghouri, président du Syndicat national des Journalistes tunisiens (Snjt)

Monia Ben Jemia, présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (Atfd)

Wahid Ferchichi, président de l'Association de défense des libertés individuelles (Adli)

Houcine Bouchiba, président de Al Karama

Sihem Bouazza, présidente de l'Association tunisienne de droit de développement (Atdd)

Kamel Haddad, président de l'Association de défense des droits de l'Homme (Addh)

Farah Hached, présidente du Labo' Démocratique

Chafik Ben Rouine, président de l'Observatoire tunisien de l'économie (OTE)

Antonio Manganello, directeur d'Avocats sans frontières en Tunisie (ASF)

Gabriele Reiter, directrice de l'Organisation mondiale contre la torture (Omct) en Tunisie

Ramy Salhi, directeur du bureau Maghreb du Réseau euro-méditerranéen des droits humains

_ 2 juillet 2016 : Rejet de la Ltdh

<http://lapresse.tn/02072016/116787/rejet-de-la-ltdh.html>

La Ligue tunisienne des droits de l'Homme (Ltdh) a exprimé, jeudi, son refus de principe au projet de loi sur la réconciliation économique et financière qui sera discuté, sous peu, par la commission de la législation générale à l'Assemblée des représentants du peuple.

Dans un communiqué, la Ligue de défense des droits humains estime que ce projet de loi est incapable de résoudre les problèmes socioéconomiques auxquels est confronté le pays, appelant la commission de législation générale à le retirer carrément par respect aux martyrs et blessés de la révolution. L'organisation affirme être surprise du lancement d'un débat sur ce projet de loi, et ce, en dépit de l'opposition d'une bonne partie de la société civile et de la classe politique. « Le projet de loi sur la réconciliation est contraire aux dispositions générales contenues dans la Constitution », a averti l'organisation, d'autant a-t-elle accusé qu'il attribue des avantages à ceux qui ont spolié la richesse du pays et violé les droits d'autrui.

D'après la Ltdh, le projet de loi risque d'entraver le processus de la justice transitionnelle prévue par la nouvelle Constitution qui a pour finalité de révéler la vérité sur la corruption. Une corruption qui a affaibli le système économique dans le pays durant des décennies et provoqué des drames humains, lit-on dans le communiqué.

La Ltdh a critiqué des mesures de réconciliation qui ont été prises sans aucun contrôle permanent ou indépendant ce qui risque de favoriser davantage la corruption dans le pays.

La députée Sana Mersni, rapporteure de la Commission de Législation générale à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) avait annoncé l'examen, en juillet courant, du projet de loi sur la réconciliation économique et financière.

Dans une déclaration à TAP, Mersni a ajouté que la commission examinera le projet de loi dans sa version initiale, tel qu'il a été présenté par la présidence de la République en juillet 2015. La Commission tiendra compte des éventuelles propositions d'amendement que proposeront les députés, et auditionnera des représentants de la présidence et de l'Instance vérité et dignité, ainsi que des experts en droit constitutionnel et administratif, selon la rapporteure.

_ 4 juillet 2016 : Le débat à nouveau lancé sur le projet de loi relative à la réconciliation économique

http://africanmanager.com/51_le-debat-a-nouveau-lance-sur-le-projet-de-loi-relative-a-la-reconciliation-economique/

Le débat est à nouveau lancé sur le projet de loi sur la réconciliation économique et financière. Ce texte, largement contesté par plusieurs forces politiques et composantes de la société civile, devrait être soumis en plénière avant les vacances parlementaires (fin juillet), selon la rapporteure de la Commission de la Législation générale à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), Sana Mersni.

Elle a expliqué que la commission examine ce projet dans sa version initiale tel qu'il a été présenté par la Présidence de la République en juillet 2015.

Parallèlement, le Front populaire a déposé, vendredi dernier au bureau de l'ARP un projet de loi organique amendant la loi organique n° 53 de l'année 2013 relative à l'instauration de la justice économique.

L'objectif est d'examiner le dossier des hommes d'affaires et d'accélérer son accomplissement, en révisant les prérogatives de la commission d'arbitrage et de conciliation au sein de l'Instance Vérité et Dignité.

Car pour le Front, l'initiative du président de la république Béji Caid Essebsi et les améliorations qui ont été introduites restent encore loin de la logique et des mécanismes de la justice transitionnelle, ce qui créera un processus parallèle aux mécanismes de la justice transitionnelle évoqués par la constitution.

Une deuxième proposition a été formulée par L'Association Tunisienne du Droit des Affaires (ATDA) qui soutient l'idée d'une loi spécifique aux infractions économiques et financières et appelé à apporter des

amendements au projet de loi sur la réconciliation économique, soumis par la présidence de la République au parlement.

Elle recommande de confier à une structure autonome le dossier des infractions économiques. Une structure qui serait appelée à remplacer la commission chargée des dossiers de la réconciliation proposée par le président de la République dans le projet de loi sur la réconciliation économique.

» Un an après l'initiative présidentielle proposant le projet de loi relatif à la réconciliation économique, et malgré la forte opposition suscitée par la société civile et l'opinion publique, le projet de loi vient d'être inscrit en priorité à la Commission de la Législation générale au sein de l'Assemblée des Représentants du Peuple. Il est donc permis de s'interroger sur les priorités nationales en matière de réformes institutionnelles nécessaires à la transition vers la démocratie et l'Etat de droit « , lit-on dans une déclaration conjointe publiée durant le week-end par un collectif d'associations nationales et internationales.

Selon les signataires, ce projet de loi » entre ouvertement en conflit avec la loi organique n°2013-53 du 24 décembre 2013 visant la réforme des institutions afin de » démanteler le système de corruption, de répression et de dictature « .

Le collectif rappelle, dans sa déclaration, les recommandations émises l'an dernier par la Commission de Venise qui avait selon lui exposé l'inconstitutionnalité du projet, car celui-ci prévoyait la création d'un mécanisme démuné de garanties d'indépendance, qui risque de provoquer des conflits de compétences insurmontables avec l'IVD et qui n'offre pas les garanties suffisantes pour atteindre les objectifs de la justice transitionnelle.

Selon les associations signataires, » le projet de loi présente un paradoxe invraisemblable : pour lutter contre les inégalités et l'injustice sociale, le gouvernement se penche vers ceux qui les ont provoqués pour y remédier « .

Parmi les signataires, le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux, Al Bawsala, l'Organisation contre la Torture en Tunisie, le Syndicat National des Journalistes Tunisiens, l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates, l'Observatoire Tunisien de l'Economie, Avocats Sans Frontières en Tunisie, l'Organisation Mondiale contre la Torture en Tunisie et le Réseau Euro-Méditerranéen des Droits Humains (bureau du Maghreb).

Pour la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH), ce projet » est incapable de résoudre les problèmes socio-économiques auxquels est confronté le pays « , appelant la commission de législation générale à le retirer carrément par respect aux martyrs et blessés de la Révolution.

L'organisation a mis en garde jeudi dans un communiqué contre le risque d'entraver le processus de la justice transitionnelle prévue par la nouvelle Constitution.

Dans un post vidéo satirique de trois minutes publié sur sa page Facebook, le Courant démocrate appelle à travers cette séquence bande dessinée à ne pas voter ce projet de loi » avant que la réalité ne se transforme en un cauchemar « . Il insiste sur l'importance de demander des comptes avant toute réconciliation pour prévenir la corruption et le retour aux anciennes pratiques.

Le parti Al-Irada, dirigé par l'ancien président de la République Moncef Marzouki, a estimé que le

projet de loi de réconciliation économique constitue une violation de la loi sur la justice transitionnelle et une atteinte à l'Instance Vérité et Dignité en charge du dossier. Selon Al-Irada qui dénonce une tendance « à régulariser la situation d'une bande de voleurs et de cercles influents », ce projet favorise également « l'institutionnalisation du pillage des fonds publics, une pratique courante durant des décennies ».

Pour rappel, les présidents des groupes parlementaires avaient discuté, au cours des dernières semaines, des possibilités d'amendement du projet de loi en vue de l'adapter à la Constitution et la loi sur la justice transitionnelle.

Il est prévu que la commission auditionne des représentants de la présidence de la République et de l'Instance Vérité et Dignité, ainsi que des experts en droit constitutionnel et administratif.

Le président du parlement Mohamed Ennaceur a tenu à préciser au cours d'une conférence de presse que la partie initiatrice du projet, en l'occurrence la présidence de la République, « reste ouverte à toute proposition d'amendement dudit projet de loi ».

23 juillet 2016 : Le groupe Manich Msamah : une capacité à faire bouger la rue

<http://lapresse.tn/23072016/117686/le-groupe-manich-msamah%C2%A0-une-capacite-a-faire-bouger-la-rue.html>

Vendredi dernier, le groupe Manich Msamah (Je ne pardonnerai pas) organisait une marche de la place Mohamed-Ali jusqu'à l'avenue Bourguiba pour protester contre le projet de loi relatif à la réconciliation économique. Des slogans contre « l'amnistie des corrompus » et appelant à la reddition des comptes avant la réconciliation y furent scandés, notamment devant le Théâtre de la ville de Tunis où se sont arrêtés les militants du groupe.

Depuis quelques jours, ces jeunes âgés entre 18 et 30 ans, habillés lors de leurs manifs par des tee-shirts portant le slogan Manich Msamah, le marteau de la justice, déploient leur campagne qui s'oppose à l'impunité dans les régions.

En fait, tout a commencé par des amitiés virtuelles entre internautes, qui datent de quelques années précédant la révolution. Ils étaient pour la plupart lycéens ou étudiants et ont fait connaissance les uns avec les autres dans la rue. Sur le terrain, des manifs qui accompagnent la chute du régime de Ben Ali, au moment du soulèvement populaire de l'hiver 2011, dont ils ont incarné l'âme et le sel. Leur groupe se forme en août 2015, dans le sillage de la présentation du projet de loi de BCE.

La page Facebook des jeunes activistes connaissant un succès fulgurant, des petits groupes de « Manich Msamah » émergent dans plusieurs localités et partent protester dans la rue, malgré les coups de matraque de la police.

Plus de 2.000 personnes participent, à Tunis, à la manifestation initiée par le groupe le 12 septembre 2015, qui voit l'affluence de plusieurs ONG des droits de l'Homme, des représentants de la Coalition civile contre le projet de loi sur la réconciliation économique et des partis politiques de l'opposition

« Nous étions devenus une locomotive, forçant presque les politiques à descendre dans la rue pour fustiger l'initiative présidentielle et imposant l'agenda de cette marche. Un moment d'euphorie pour nous », se souvient, rêveur, Moutâa Amine Al Waer, 27 ans, cadre associatif, l'un des agitateurs du groupe.

Pour Mouhab Garoui, directeur exécutif d'I Watch, une association travaillant sur l'Open Gov, la force de ces Robins des Bois tunisiens réside dans « leur efficacité à faire bouger la rue ».

P.-S.

ARTICLES SUR LES MOBILISATIONS DE 2015

26 août 2015 : Un collectif d'intellectuels fustige la loi sur la réconciliation

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35776>

2 septembre 2015 : Répression de la manifestation « anti-réconciliation » du 2 septembre, par Tunisie numérique

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35780>

8 septembre 2015 : Poursuite des mobilisations contre le blanchiment des corrompus de l'ère Ben Ali, par divers media

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35827>

11 septembre 2015 : La campagne « Je ne pardonne pas » contre le projet de blanchiment des corrompus de l'époque Ben Ali (période du 27 août au 8 septembre)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35989>

12 septembre 2015 : En Tunisie, la contestation monte contre un projet de loi sur la « réconciliation économique », par BOBIN Frédéric

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35869>

12 septembre 2015 : Derrière le projet de loi de réconciliation, Fathi Abdennadher, le juriste à tout faire de Ben Ali

<http://nawaat.org/portail/2015/09/12/derriere-le-projet-de-loi-de-reconciliation-fathi-abdennadher-le-juriste-a-tout-faire-de-ben-ali/>

15 septembre 2015 : Manifestations contre le blanchiment des corrompus de l'ère Ben Ali , par LEROUGE Dominique

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35870>

23 septembre 2015 : Tunisie : le point sur les mouvements contre le blanchiment des corrompus de l'ère Ben Ali (période du 8 au 21 septembre), par AMAL BINT Nadia

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36012>

4 octobre 2015 : Tunisie : le cadre politique des mobilisations contre le blanchiment des corrompus de l'ère Ben Ali, par LEROUGE Dominique

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36020>

19 octobre 2015 : Reprise de la mobilisation contre le blanchiment des corrompus de l'ère Ben Ali, par CHENNAOUI Henda

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36118>

24 octobre 2015 : La Commission de Venise désapprouve le projet de loi sur la réconciliation économique

<http://nawaat.org/portail/2015/10/24/la-commission-de-venise-desapprouve-le-projet-de-loi-sur-la-reconciliation-economique/>

13 novembre 2015 : L'émergence d'une nouvelle génération militante en Tunisie, par TLILI Samar

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36458>